

17084

241LM088/9
(1938-1939)

Questions générales

Documentation

Participation des Sociétés Françaises d'ouvriers et des
artisans aux marchés passés au nom de la SNCF.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

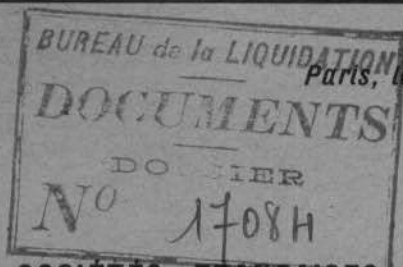
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Am

*Modifiée par le rectificatif
N° 1, en date du
25 janvier 1939.*

PARTICIPATION DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'OUVRIERS AUX MARCHÉS PASSÉS AU NOM DE LA S. N. C. F.

Note générale 17084
Service approvisionnement, Commandes et marchés
N° 2-A
INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 30



Col.

Nm.
72

1. — Les marchés passés au nom de la S. N. C. F. sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou des fournitures, en tenant compte de la nature des professions intéressées.

2. — Dans les marchés comprenant au moins quatre lots de même nature ressortissant à une même profession, des lots seront préalablement réservés, dans la proportion d'un sur quatre, pour être attribués, au prix moyen des autres lots, aux Sociétés coopératives ouvrières de production de la profession qui, dans le délai fixé par le Cahier des Charges, auraient sollicité le bénéfice de cette mesure et se seraient engagées à accepter ledit prix moyen.

Les lots réservés pour lesquels aucune Société coopérative ouvrière de production n'a notifié l'engagement prévu ci-dessus sont attribués en même temps que les autres lots et dans les mêmes conditions.

Dans le cas de concours pour un même lot entre plusieurs Sociétés coopératives ouvrières de production, il est procédé à l'attribution par voie de tirage au sort.

Les Sociétés coopératives ouvrières de production ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions du présent article que si, d'une part, elles figurent sur la liste dressée par le Ministre du Travail pour l'application du décret du 1^{er} octobre 1931 relatif à la participation des Sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'État et que si, d'autre part, elles ont été appelées à soumissionner pour les affaires considérées.

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura ^{*à passer*} ~~passé~~ des marchés comprenant au moins quatre lots de même nature, ressortissant à une même profession et à l'occasion desquels les Sociétés coopératives ouvrières de production pourraient réclamer le bénéfice des dispositions du précédent article, le Service chargé de passer les marchés devra en donner avis à la Confédération Générale des Sociétés coopératives ouvrières de production, 19, rue du Renard à Paris-IV^e.

4. — Pour être admises à soumissionner en vue d'une fourniture ou d'un travail déterminé, les Sociétés d'ouvriers français doivent préalablement produire au Service chargé de passer le marché :

1° la liste nominative de leurs membres;

2° l'acte de Société;

3° des certificats de capacité délivrés aux gérants, administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrages effectués ou de fournitures livrées.

Les Sociétés doivent indiquer, en outre, le nombre minimum de Sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché.

5. — Les Sociétés d'ouvriers français sont dispensées de fournir un cautionnement provisoire.

Elles sont dispensées de fournir un cautionnement définitif pour la garantie de la bonne exécution du marché, lorsque le montant des travaux ou fournitures inscrit au marché ne dépasse pas 500.000 francs. Toutefois, pour les marchés de main-d'œuvre, tels que les marchés de manutention, de nettoyage, etc., cette dispense pourra être supprimée par le Cahier des Charges Spéciales.

6. — A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de Société d'ouvriers, cette dernière est préférée.

Dans le cas où plusieurs Sociétés d'ouvriers offrent le même rabais, il est procédé à une réadjudication entre ces Sociétés sur de nouvelles soumissions.

Si les Sociétés se refusent à faire de nouvelles offres ou si les nouveaux rabais ne diffèrent pas, la Société adjudicataire est désignée par voie de tirage au sort.

7. — Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux Sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les Cahiers des Charges.

Il ne peut être payé aux Sociétés d'ouvriers d'acomptes sur matières ou matériaux approvisionnés que dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'aux autres fournisseurs ou entrepreneurs.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

RECTIFICATIF N° 1
~~A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 30~~

*"Participation des Sociétés françaises d'ouvriers
aux marchés passés au nom de la S.N.C.F."*

Paris, le 25 Janvier 1939.

CoL.

Nm.

72

La rectification suivante est à faire à la plume.

*Les agents devront, en outre, inscrire dans la partie supérieure de la marge de
gauche de l'Instruction Générale N° 30, la mention :*

« Modifiée par le Rectificatif N° 1, en date du 25 Janvier 1939 ».

Au lieu de :

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura passé des marchés comprenant... ✓

Il faut :

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura à passer des marchés comprenant... ✓ *mf*

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

Modifiée par le Rectificatif n° 1 en date du 25/1/39 (145)
SOCIÉTÉ
NATIONALE

note générale
Service approuvé par le Comité des marchés n° 2 A
des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

INSTRUCTION GÉNÉRALE N°

30

Paris, le 28 Mai 1938.

Col.

Am

Nm.
72

PARTICIPATION DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'OUVRIERS AUX MARCHÉS PASSÉS AU NOM DE LA S. N. C. F.

1. — Les marchés passés au nom de la S. N. C. F. sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou des fournitures, en tenant compte de la nature des professions intéressées.

2. — Dans les marchés comprenant au moins quatre lots de même nature ressortissant à une même profession, des lots seront préalablement réservés, dans la proportion d'un sur quatre, pour être attribués, au prix moyen des autres lots, aux Sociétés coopératives ouvrières de production de la profession qui, dans le délai fixé par le Cahier des Charges, auraient sollicité le bénéfice de cette mesure et se seraient engagées à accepter ledit prix moyen.

Les lots réservés pour lesquels aucune Société coopérative ouvrière de production n'a notifié l'engagement prévu ci-dessus sont attribués en même temps que les autres lots et dans les mêmes conditions.

Dans le cas de concours pour un même lot entre plusieurs Sociétés coopératives ouvrières de production, il est procédé à l'attribution par voie de tirage au sort.

Les Sociétés coopératives ouvrières de production ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions du présent article que si, d'une part, elles figurent sur la liste dressée par le Ministre du Travail pour l'application du décret du 1^{er} octobre 1931 relatif à la participation des Sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'État et que si, d'autre part, elles ont été appelées à soumissionner pour les affaires considérées.

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura ^cpassé des marchés comprenant au moins quatre lots de même nature, ressortissant à une même profession et à l'occasion desquels les Sociétés coopératives ouvrières de production pourraient réclamer le bénéfice des dispositions du précédent article, le Service chargé de passer les marchés devra en donner avis à la Confédération Générale des Sociétés coopératives ouvrières de production, 19, rue du Renard à Paris-IV^e.

4. — Pour être admises à soumissionner en vue d'une fourniture ou d'un travail déterminé, les Sociétés d'ouvriers français doivent préalablement produire au Service chargé de passer le marché :

1° la liste nominative de leurs membres;

2° l'acte de Société;

3° des certificats de capacité délivrés aux gérants, administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrages effectués ou de fournitures livrées.

Les Sociétés doivent indiquer, en outre, le nombre minimum de Sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché.

5. — Les Sociétés d'ouvriers français sont dispensées de fournir un cautionnement provisoire.

Elles sont dispensées de fournir un cautionnement définitif pour la garantie de la bonne exécution du marché, lorsque le montant des travaux ou fournitures inscrit au marché ne dépasse pas 500.000 francs. Toutefois, pour les marchés de main-d'œuvre, tels que les marchés de manutention, de nettoyage, etc., cette dispense pourra être supprimée par le Cahier des Charges Spéciales.

6. — A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de Société d'ouvriers, cette dernière est préférée.

Dans le cas où plusieurs Sociétés d'ouvriers offrent le même rabais, il est procédé à une réadjudication entre ces Sociétés sur de nouvelles soumissions.

Si les Sociétés se refusent à faire de nouvelles offres ou si les nouveaux rabais ne diffèrent pas, la Société adjudicataire est désignée par voie de tirage au sort.

7. — Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux Sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les Cahiers des Charges.

Il ne peut être payé aux Sociétés d'ouvriers d'acomptes sur matières ou matériaux approvisionnés que dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'aux autres fournisseurs ou entrepreneurs.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

Bureau Central

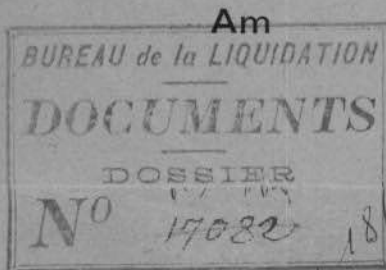
N° 4580

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**RECTIFICATIF N° 1
A LA NOTE GÉNÉRALE**

SÉRIE APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS N° **2-A²**

“ Participation des Sociétés françaises d'ouvriers
aux marchés passés au nom de la S. N. C. F. ”



326
104

Paris, le 25 janvier 1939.

COL.

Nm.
72

La rectification suivante est à faire à la plume.

Les agents devront, en outre, inscrire dans la partie supérieure de la marge de gauche de l'Instruction Générale N° 30, la mention :

« Modifiée par le Rectificatif N° 1, en date du 25 Janvier 1939 ».

Au lieu de :

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura passé des marchés comprenant...

Il faut :

3. — Lorsque la S. N. C. F. aura à passer des marchés comprenant...

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

17-05/4

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

A

NOTE GÉNÉRALE

SÉRIE APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS N° 8-A⁸



Paris, le 25 mai 1939.

Col.

Nm
72

PARTICIPATION DES ARTISANS AUX MARCHÉS PASSÉS AU NOM DE LA S. N. C. F.

Les artisans maîtres et les Sociétés Coopératives artisanales constituées en application de la loi du 27 décembre 1923, bénéficient pour les marchés à passer par la S. N. C. F. sur appel d'offres des dispositions ci-après :

1. — Définition des travaux artisanaux.

Les travaux ou fournitures de caractère artisanal sont ceux qui peuvent être normalement confiés à des maîtres artisans.

Par maîtres artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs autonomes de l'un et de l'autre sexe exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, ayant ou non enseigne et boutique, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, justifiant de leurs capacités professionnelles par un apprentissage préalable ou un exercice prolongé de ce métier, accomplissant leur travail seul ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, de compagnons ou d'apprentis.

Le nombre de ces compagnons ou apprentis ne peut excéder cinq unités, l'artisan devant assurer seul la direction du travail.

L'emploi occasionnel de compagnons ou d'apprentis en excédent du nombre ci-dessus, ne fera pas perdre à l'artisan le bénéfice des dispositions prévues par la présente instruction, à la condition, toutefois, que cet emploi ne revête pas un caractère périodique et que le nombre total des journées de travail effectuées par l'ensemble de ces compagnons et apprentis n'excède pas quatre-vingt-dix par an.

Sont exclus de cette définition les travaux complexes ressortissant normalement à l'industrie, exigeant par exemple des bureaux d'étude pour la division préalable du travail et des ateliers spécialement outillés en vue de monter des éléments d'abord ouverts dans des ateliers élémentaires, analogues à ceux des artisans.

En pratique, on admettra que les conditions ci-dessus se trouvent remplies, lorsque les artisans justifieront de leur inscription au registre des métiers et sur les listes électorales aux Chambres des métiers, comme électeurs-maîtres.

Il appartient aux Services chargés de la passation des marchés d'exiger cette justification avant l'attribution des fournitures.

2. — Lorsque des marchés envisagés comportent des travaux ou des fournitures de caractère artisanal, c'est-à-dire ressortissant à des professions qui s'exercent sous forme artisanale et susceptibles d'être exécutés par des artisans-maîtres, il y aura lieu, s'il n'en

résulte aucun inconvénient ni au point de vue technique, ni au point de vue du prix de revient, de prévoir sous la dénomination de « travaux artisanaux » des lots d'un montant au moins égal au quart du montant total des travaux et fournitures de caractère artisanal.

Ces lots sont mis en adjudication en même temps que les autres lots compris dans le marché : ils sont, à égalité de prix, attribués aux artisans-maitres ou aux Sociétés Coopératives artisanales, à charge pour celles-ci de les distribuer entre leurs membres participants.

3. — En cas de concours avec une Société Ouvrière susceptible d'invoquer également le bénéfice de la préférence à égalité de rabais, ainsi qu'il est dit dans la Note Générale, série Approvisionnements, Commandes et Marchés N° 2-A² (ex Instruction Générale N° 30), il sera procédé à un tirage au sort pour l'attribution à la Société Ouvrière ou à l'artisan-maitre, ou à la Société Coopérative d'artisans, du lot artisanal réservé.

Il en sera de même, en cas de concours à égalité de prix entre plusieurs artisans ou Sociétés Coopératives d'artisans.

4. — Pour les marchés qui comporteraient quatre lots au moins de même nature, ressortissant à une même profession artisanale, la préférence, à égalité de prix prévue à l'article précédent, s'exercera de la manière suivante :

Des lots dans la proportion d'un sur quatre seront réservés pour être attribués, au prix moyen des autres lots, aux artisans-maitres ou aux Sociétés Coopératives d'artisans qui, dans le délai fixé par les appels d'offres, auraient sollicité le bénéfice de cette mesure et se seraient engagés à accepter le prix moyen.

Les lots réservés pour lesquels aucun artisan-maitre ou aucune Société Coopérative d'artisans n'a notifié l'engagement ci-dessus, sont mis en adjudication en même temps que les autres et dans les mêmes conditions. A égalité de prix, ils seront alors attribués, le cas échéant, à des artisans-maitres individuels ou à des Sociétés Coopératives d'artisans dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

5. — Conditions à remplir.

Les artisans-maitres ne peuvent bénéficier des dispositions ci-dessus que s'ils sont de nationalité française et s'ils sont inscrits soit au registre des métiers, soit sur les listes électorales aux Chambres de métiers.

Les artisans-maitres à qui des travaux seront attribués soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Société Coopérative d'artisans doivent également justifier de leur affiliation à une caisse de garantie-caution dont le règlement aura été approuvé par le Ministre du Travail.

Une caisse de cette nature créée par la Confédération Générale de l'Artisanat Français, 30, rue des Vinaigriers, à Paris, est en voie de constitution.

Les Sociétés Coopératives d'artisans ne peuvent invoquer les avantages prévus par la présente Instruction que si elles figurent sur une liste dressée par le Ministre du Travail. Deux listes des Sociétés de cette nature ont été publiées au *Journal Officiel* des 5-6 septembre 1938 et 14 avril 1939.

Les artisans-maitres et Sociétés Coopératives d'artisans devront justifier auprès du Service qui passe le marché qu'ils remplissent les conditions ci-dessus.

Les travaux que les Sociétés Coopératives d'artisans seront appelées à répartir entre leurs membres ne pourront être confiés par elles qu'à des artisans-maitres répondant aux conditions fixées au premier alinéa du présent paragraphe. Les Sociétés demeurent garantes de la bonne exécution des travaux qu'elles ont répartis entre leurs membres.

Dans tous les cas, les artisans et les Sociétés Coopératives d'artisans ne pourront être admis à soumissionner aux marchés de la S. N. C. F. dans les conditions prévues par la présente Note Générale, qu'après avoir été préalablement agréés par la S. N. C. F.

Les demandes d'agrément devront être formulées et instruites suivant les règles habituelles.

Les Services intéressés détermineront pour chaque artisan, lors de l'instruction de sa demande d'agrément, quelle est, d'après ses moyens de production, la limite maxima des marchés qui peuvent lui être confiés.

6. — Pièces à fournir.

Pour être admises à soumissionner aux marchés de la S. N. C. F., les Sociétés Coopératives d'artisans doivent préalablement produire au Service chargé de passer le marché :

a) l'acte de Société,

b) la liste nominative de leurs membres avec l'indication de ceux à qui elles envisagent de confier les travaux qui lui seraient éventuellement attribués.

7. — Dispense de cautionnement.

Les artisans et les Sociétés Coopératives d'artisans sont dispensés de fournir un cautionnement provisoire.

Ils sont également dispensés de fournir un cautionnement définitif lorsque le montant du marché n'excède pas 200 000 francs.

Dans tous les cas où un cautionnement sera exigé, il pourra être remplacé par un engagement de la caisse de garantie-caution visée ci-dessus.

8. — Paiement d'acomptes.

Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées doivent être payés tous les quinze jours aux artisans-maitres individuels ou aux Sociétés Coopératives d'artisans, titulaires de marchés, sauf les retenues prévues par le cahier des charges.

9. — Avis à donner aux organisations professionnelles.

Lorsqu'un Service de la S. N. C. F. aura à procéder à des consultations pour des marchés de **travaux** ressortissant à des artisans, il devra en donner avis à la Chambre des métiers et aux unions de syndicats professionnels d'artisans du département **dans lequel les travaux seront exécutés.**

S'il s'agit de marchés de **fournitures**, l'avis devra en être donné aux mêmes organismes du département **dans lequel doit avoir lieu l'adjudication.**

Dans le cas où il n'existerait dans le département considéré ni Chambre des métiers, ni union des syndicats professionnels d'artisans, l'avis devra être adressé au Préfet de ce département.

En dehors des avis ci-dessus donnés aux organisations professionnelles, les Services intéressés pourront consulter directement, s'ils le jugent opportun, les artisans et les Sociétés Coopératives d'artisans dans les mêmes conditions que les autres fournisseurs.

10. — Directives générales.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, les Services intéressés devront s'inspirer de l'intérêt qui s'attache à étendre le plus possible les consultations des artisans et des Sociétés Coopératives artisanales non seulement pour l'encouragement qui sera ainsi apporté à la main-d'œuvre artisanale, mais encore parce que de cette manière, il sera possible de décentraliser davantage l'exécution des marchés et en développant la concurrence notamment dans les régions voisines du lieu d'exécution des travaux de fournitures, d'aboutir à une réduction appréciable des prix des marchés.

Toutefois, les mesures envisagées par la présente Note Générale en faveur des artisans ne devront pas faire perdre de vue dans la préparation des marchés, les considérations d'ordre technique ou de prix de revient, auxquels il conviendra de conserver en tous cas, un caractère primordial.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.